

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
BP 80154
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 06 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SYNERVAL

Unité de Valorisation Énergétique des Déchets

ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière

72100 Le Mans

Références : EC-2025-633-INSP-SYNERVAL-Le Mans-RAP

Code AIOT : 0006301344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement SYNERVAL implanté Unité de Valorisation Énergétique des Déchets ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière 72100 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNERVAL
- Unité de Valorisation Énergétique des Déchets ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière 72100 Le Mans
- Code AIOT : 0006301344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'VAL exploite au Mans une usine d'incinération de déchets ménagers et de déchets d'activité de soins à risque infectieux. L'exploitation de cette usine a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2008, et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral

complémentaire du 23/02/23 et du 24/07/2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande d'action corrective	1 mois
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Demande d'action corrective	1 mois
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Eaux résiduaires industrielles	AP Complémentaire du 04/07/2008, article 8.4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Eaux de lavage des bacs DASRI	Arrêté Préfectoral du 04/07/2008, article 8.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Livraison de déchets	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 - 3.2	Sans objet
5	Réception, manutention et stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 - 3.3	Sans objet
8	Délai de traitement des DASRI	Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle, des constats nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant ont été faits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique

centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'exploitant utilise Trackdéchets pour les déchets qu'il produit.

Le BSD-20241206-WV38PF818 a été consulté. Il concerne l'évacuation de cendres vers SOLICENDRE. Le code déchets utilisé sur ce BSD est le 19 01 06*, déchets liquides aqueux provenant de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux. Ce code est erroné et devra être modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43

Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Le registre a été consulté. Selon le registre, 708,21 t de DASRI ont été traités sur l'installation en 2024. Selon GEREPE, 3013,69 t ont été traités. La différence s'explique par l'absence d'obligation de réaliser les BSD sur Trackdéchets, beaucoup de collecteurs font encore des BSD papier.

Le BSD DASRI-20241230-FA0D1EFGG a été consulté. Le lot a été accepté mais sur le BSD, la partie 3.2 Opération réalisé n'est pas renseignée. Des explications sont attendues sur ce point.

LE BSD DASRI-20241224-T8B25WBE2 a été consulté. La quantité traitée n'apparaît pas dans le registre. Le lot a été accepté mais sur le BSD, dans la partie 3.2 Opération réalisé, la quantité traitée n'est pas renseignée. L'exploitant a indiqué qu'il y a eu un regroupement (voir DASRI-20241226-TV26FVG3J qui renvoie bien au BSD DASRI-20241224-T8B25WBE2). Cependant, il y a une incohérence dans le BSDDASRI-20241226-TV26FVG3J. En effet, dans la partie 3.1, il est indiqué que la quantité prise en charge est de 5 fûts de 30 l et 3 fûts de 60 l alors que quand on regarde l'annexe au BSDDASRI-20241226-TV26FVG3J, il y a uniquement 2 fûts de 30l et 1 fût de 60l. Des explications sur les incohérences sont attendues sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des explications sont attendues sur les BSD DASRI-20241230-FA0D1EFGG et BSDDASRI-20241226-TV26FVG3J.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Pour répondre en particulier aux dispositions de l'article 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (correspondant à l'application de la MTD 12 du BREF WI) et compte tenu de l'impossibilité de mettre en place un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchets, l'exploitant propose un programme de surveillance des eaux souterraines au droit du site. Cette surveillance s'appuie sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : - le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; - les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; - la fréquence de surveillance : au

moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées. Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères. Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution. Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées. L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Ce programme est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.

Constats :

L'arrêté du 24/07/2025 précise que le suivi des eaux souterraines doit être réalisé par l'intermédiaire de 3 piézomètres : 1 amont et 2 aval.

A l'heure actuelle, il existe 2 piézomètres : 1 amont et 1 aval.

L'exploitant est en train d'étudier la possibilité d'installer le 3ème piézomètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Livraison de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 - 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, DASRI
Prescription contrôlée : Pour les DASRI : <ul style="list-style-type: none">- Détection de radioactivité- Pesage des livraisons de déchets- Contrôle visuel de l'intégrité du conditionnement
Constats : Les camions de DASRI passent par le portique de détection de la radioactivité et sont pesés. Ils se dirigent ensuite vers le local DASRI. A cet endroit, les bacs et contenants sont déchargés. Avant d'envoyer les DASRI dans le four, les bacs sont scannés (code barres) et pesés. Ensuite, l'opérateur a ou non l'autorisation d'envoyer le bac dans le four, dans le respect des 10% de déchets entrants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réception, manutention et stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3 - 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, DASRI
Prescription contrôlée : a. Manutention automatisée ou semi-automatisée des déchets Les déchets d'activités de soins à risques infectieux sont déchargés du camion et amenés jusqu'à la zone de stockage à l'aide d'un système automatisé ou manuel, en fonction du risque que présente cette opération. Depuis la zone de stockage, les déchets d'activités de soins à risques infectieux sont introduits dans le four par un système d'alimentation automatique. b. Incinération des conteneurs hermétiques non réutilisables, le cas échéant Les déchets d'activités de soins à risque infectieux sont livrés dans des conteneurs combustibles hermétiques et robustes qui ne sont ouverts à aucun moment pendant toute la durée des opérations de stockage et de manutention. S'ils contiennent des aiguilles et des objets tranchants, les conteneurs sont également résistants à la perforation. c. Nettoyage et désinfection des conteneurs réutilisables déjà utilisés Les conteneurs réutilisables de déchets sont nettoyés dans une zone de nettoyage désignée, et désinfectés dans un local spécialement conçu à cet effet. Les éventuels résidus des opérations de nettoyage sont incinérés.
Constats : Les DASRI sont introduits dans le four par un système d'alimentation automatique. Ils sont livrés dans des conteneurs combustibles à usage unique ou dans des conteneurs réutilisables. Les conteneurs réutilisables sont nettoyés et désinfectés dans un local spécialement conçu à cet effet. Les eaux résiduelles sont rejetées vers la station d'épuration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/07/2008, article 8.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires industrielles
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles (traitement des fumées, purges des chaudières, refroidissement des mâchefers ...) sont envoyées vers une fosse de recyclage des eaux de process. Les eaux excédentaires de cette fosse ainsi que les eaux de lavage des conteneurs de déchets d'activités de soins seront rejetées vers le réseau des eaux usées de la rue de l'Angevinière. L'exploitant doit être titulaire à cette fin d'une autorisation de rejet dans la station d'épuration collective.
Constats : Suite aux travaux de modernisation de l'usine, il n'y a plus de rejets d'eaux usées industrielles vers la station d'épuration depuis le 1er octobre 2018, ce qui est acté dans les rapports annuels d'activité. Les eaux de lavage des conteneurs de déchets d'activités de soins sont, quant à elles, rejetées vers le réseau des eaux usées de la rue de l'Angevinière. L'exploitant n'a pas été en mesure de nous fournir cette autorisation de rejet dans la station d'épuration collective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées l'autorisation de rejet dans la station d'épuration collective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Eaux de lavage des bacs DASRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2008, article 8.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux de lavage des bacs DASRI
Prescription contrôlée : débit Le débit maximal des effluents est fixé à : 12 000 m ³ /an 1 200 m ³ /mois 100 m ³ /jour qualité Avant rejet au réseau d'assainissement communal, les effluents doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite (mg/l) Echantillons non filtrés sur prélèvement 24 h	Flux (kg/j)
PH	5,5 < pH < 8,5	
Total des solides en suspension	500	50
DCO	1000	100
DBO5	500	50
Azote Kjeldal en N	30	3
Phosphore total exprimé en P	10	1
Hydrocarbures totaux	5	0,5
Mercure et composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03	0,003
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,05	0,005
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Th)	0,05	0,005
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,1	0,01
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	0,2	0,02
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	0,5 (dont Cr ⁶⁺ : 0,1)	0,05 (dont Cr ⁶⁺ : 0,01)
Cuivre et ses composés, exprimés en Cu	0,5	0,05
Nickel et ses composés, exprimés en Ni	0,5	0,05
Zinc et ses composés, exprimés en Zn	1,5	0,15
CN libres	0,1	0,01
Fluorures en F	15	1,5
AOX	5	0,5
Dioxines et furannes	0,3 ng/l	0,03 g/jour

Constats :

Des analyses sur les rejets ont été réalisées par l'exploitant uniquement sur des paramètres microbiologiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de réaliser le suivi prescrit dans les arrêtés du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et du 12 janvier 2021 relatif aux

meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant est tenu de disposer des taux d'abattement de la station d'épuration afin que les valeurs limites applicables puissent être fixées précisément dans le cadre GIDAF. Par ailleurs, les résultats devront être intégrés dans GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Délai de traitement des DASRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2004, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Délai de traitement des DASRI

Prescription contrôlée :

Les déchets sont incinérés 48 heures au plus tard après leur arrivée.

Constats :

Les DASRI sont traités dans les 48h. L'opérateur a un état des stocks des bacs et contenants présents sur le site en temps réel. Quand la ligne passe en orange, c'est que le bac est présent sur le site depuis plus de 24h et qu'il convient de le traiter rapidement.

Type de suites proposées : Sans suite

